



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

Approches Stratégiques de Lutte Contre le Terrorisme et l'Extrémisme Violent en Afrique

PROGRAMME

Washington D.C.

Du 5 au 9 août 2019



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

APPROCHES STRATÉGIQUES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE

Du 5 au 9 août 2019
Washington DC

PROGRAMME

Table des matières

À propos du Centre d'études stratégiques de l'Afrique	5
Introduction	6
Carte de l'Afrique.....	9
Séance 1 : Menace en évolution : Terrorisme et extrémisme violent en Afrique	11
Séance 2 : Définition et distinction des concepts.....	13
Séance 3 : Causes profondes et moteurs de l'extrémisme violent à travers le Sahel.....	15
Séance 4 : Evaluation des réponses nationales, régionales et internationales	17
Séance 5 : L'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad	21
Séance 6 : Evaluation des réponses nationales, régionales et internationales	23
Séance 7 : L'extrémisme violent en Somalie et en Afrique de l'Est	25
Séance 8 : Évaluation des réponses nationales, régionales et internationales	27
Séance 9 : Perspectives sur les stratégies régionales	29
Séance 10 : Regard sur l'avenir : impact des tendances futures	31
Études de cas	33

À PROPOS DU CENTRE D'ETUDES

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique sert de forum de recherche, de programmes académiques et de plateforme d'échanges d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains défendus par des institutions efficaces et responsables devant les citoyens.

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique s'est donné pour mission de concrétiser la vision d'une Afrique sans violence armée organisée et garantie par des institutions africaines déterminées à protéger les citoyens du continent. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à obtenir des résultats tangibles en collaborant avec ses partenaires africains, qu'il s'agisse de militaires et de civils, d'institutions publiques, privées ou de la société civile au niveau national ou régional. Chacun a un rôle important à jouer en vue d'atténuer les facteurs complexes de conflit sur le continent. La responsabilité vis-à-vis des citoyens constitue un élément important de notre vision, car elle conforte la notion que pour être efficaces, les institutions de sécurité doivent non seulement être « fortes », mais aussi être attentives aux droits et à la protection des citoyens.

MISSION

Faire progresser la sécurité en Afrique en favorisant l'entente, en offrant une plateforme de confiance favorable au dialogue, en créant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du Centre d'études stratégiques de l'Afrique est basée sur la production et la diffusion du savoir par la recherche, les programmes académiques, la communication stratégique et à travers les chapitres communautaires. Sur la base d'expériences pratiques et d'enseignements acquis sur les efforts accomplis en matière de sécurité sur le continent, le Centre génère des perspectives et des analyses pertinentes qui pourront renseigner les praticiens et les décideurs politiques sur les problèmes de sécurité les plus pressants à relever. Reconnaissant que répondre aux graves défis ne peut se s'accomplir que par des échanges sincères et réfléchis, le Centre met à la disposition de ses différents partenaires des plateformes virtuelles ou de communication directe qui leurs permettent d'échanger des points de vues sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges multiplient les relations qui, à leur tour, sont maintenues au fil du temps par le biais de chapitres communautaires, de communautés d'intérêt, de programmes de suivi du Centre et par un dialogue permanent entre les participants et le personnel du CESA. Ce dialogue, imprégné des expériences vécues et de nouvelles analyses, permet aux partenaires du Centre de se former en continu et agit comme catalyseur en vue d'actions concrètes.

MANDAT

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est un organisme du Département de la défense des États-Unis, créé et financé par le Congrès américain, pour l'étude des problèmes de sécurité se rapportant à l'Afrique et sert de forum de recherche bilatérale et multilatérale, de communications, d'échange d'idées et de formations ouvert aux civils comme aux militaires. (10 U.S.C 342).

Introduction

Aperçu :

Le terrorisme et l'extrémisme violent sont en recrudescence en Afrique mais les réponses apportées ne se sont pas adaptées à l'évolution de la menace. En dépit des actions prises par les gouvernements africains pour confronter cette escalade, leurs réponses risquent en l'absence de toute planification stratégique de n'avoir qu'un effet limité. En outre, l'environnement sécuritaire en pleine évolution de l'Afrique, exige de passer des approches ponctuelles à des réponses plus coordonnées et stratégiques. Les États bénéficieraient de l'élaboration de stratégies complètes, coordonnées et durables de prévention et lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE) et de contre-terrorisme (CT). Pour réussir, ces stratégies doivent être alignées sur les stratégies régionales, ainsi que sur les initiatives de sécurité fournies par les partenaires internationaux. À cette fin, cet atelier réunit des dirigeants civils, gouvernementaux et non gouvernementaux des secteurs de la défense et de la sécurité provenant de plus d'une douzaine de pays africains, ainsi que des représentants d'organismes (régionaux ou sous-régionaux, d'acteurs multilatéraux et de partenaires extérieurs, afin de partager des expériences, des perspectives, des pratiques et des leçons entre divers pays et régions.

Les discussions porteront sur les causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent tout en donnant un aperçu sur la manière dont les organisations extrémistes violentes sont gouvernées, fournissent des services et suscitent le soutien de la population. La nécessité d'avoir une compréhension contextuelle de la nature et de la dynamique des mouvements extrémistes violents en eux-mêmes, de leurs types d'activité et des processus et modèles de recrutement est essentielle pour aider les pays africains et leurs partenaires internationaux à adapter des réponses stratégiques à ces défis. Cet atelier fournit une opportunité d'apprendre et de partager les leçons apprises dans le domaine du contre-terrorisme (CT) et de la lutte contre le terrorisme violent (CVE) au cours des dernières années.

Objectifs du programme :

1. Les participants démontrent une connaissance accrue de l'applicabilité des informations fondées sur des preuves relatives aux concepts P/CVE et CT.
2. Les participants apprécient la pertinence et la valeur d'approches stratégiques efficaces pour répondre au terrorisme et à l'extrémisme violent.
3. Les participants rejoignent un réseau de professionnels africains dédiés à la promotion de solutions stratégiques liées aux concepts P/CVE et CT.

Approche académique :

Cet atelier comportera des séances plénières interactives, des discussions ciblées en petits groupes et des exercices d'étude de cas. Les groupes de discussion, qui seront animés par des universitaires et des praticiens, seront organisés autour d'études de cas destinées à fournir aux praticiens africains des outils pour combattre et prévenir le terrorisme et l'extrémisme violent sur le continent.

Le séminaire se déroulera en anglais et en français. Les discussions seront conduites dans le cadre d'une politique de non-attribution, afin de favoriser des discussions franches et de créer un climat de confiance entre les participants.

Le programme

Ce programme donne un aperçu des objectifs académiques et des principales questions politiques liées au développement de la stratégie de sécurité nationale en Afrique. Pour chaque séance, nous fournissons une brève introduction et une liste de Questions à discuter. Nous incluons également des articles sélectionnés, dont le but principal est d'aider à articuler les problèmes dans le contexte des documents académiques et stratégiques disponibles. Le programme couvre probablement plus de sujets et de matériaux qu'il n'est possible de discuter suffisamment dans le temps disponible. Nous espérons que vous utiliserez ces matériaux comme ressources même après la fin du programme.

Nous vous encourageons à nous faire part de vos questions et suggestions sur les matériaux et le cours en général. La qualité de nos programmes et de nos cours a grandement bénéficié de la propension enthousiaste des anciens participants à offrir des critiques et des suggestions constructives. Nous sommes tout à fait disposés à discuter de sujets spécifiques avec vous. Nous vous encourageons à vous y référer tout comme nous vous encourageons également à lire le matériel assigné et à participer activement à vos groupes de discussion.

Carte de l'Afrique



Map No. 4045 Rev. 7 UNITED NATIONS
November 2011

Department of Field Support
Cartographic Section

Séance 1 : Évolution de la menace : Terrorisme et extrémisme violent en Afrique

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Examiner la nature et la portée du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique.
- Définir les facteurs déterminants responsables de l'endurance et de la prolifération des groupes extrémistes violents (VEOs en anglais)
- Explorer les implications de la croissance et de l'expansion de l'extrémisme violent pour la sécurité en Afrique.

Contexte :

L'extrémisme violent reste l'un des défis les plus importants pour la paix et la sécurité en Afrique. Et si la situation apparaît d'autant plus frustrante, c'est que, malgré les sacrifices extraordinaires et l'énorme quantité de sang et de ressources dépensées par les Africains et leurs partenaires internationaux, les groupes extrémistes violents ont toujours été en mesure de prospérer et d'étendre leur présence dans différentes zones et régions. Même sur les théâtres d'opérations où ils ont été décrits comme vaincus ou en train de disparaître, les extrémistes sont devenus plus forts et plus meurtriers. Les capacités de résilience et de croissance de ces organisations sont surprenantes car leurs objectifs et leurs méthodes sont bien plus radicaux que ceux qu'ils prétendent représenter. Les enquêtes et les données disponibles montrent que la grande majorité de la population africaine est opposée à l'extrémisme violent et au terrorisme. Cependant, les groupes liés à Al-Qaïda, les affiliés de l'État islamique et d'autres groupes extrémistes violents continuent d'attirer des recrues et du financement, exploitant habilement les opportunités créées par la fragilité des États, les pratiques d'exclusion des gouvernements et les conflits locaux. De la région du Sahel et du bassin du lac Tchad jusqu'à l'Afrique de l'Est, des groupes extrémistes violents se sont immiscés dans les conflits locaux existants et se sont alignés sur des causes locales. Dans les zones où ils ont réussi à contrôler le territoire, des groupes tels que l'État islamique en Afrique de l'Ouest se sont limités à des formes élémentaires de gouvernement et la fourniture de services sociaux à la population rurale de la région du lac Tchad. Sur d'autres théâtres d'opérations où ils n'ont pu complètement supplanter l'État, les extrémistes parviennent à exploiter et à provoquer l'instabilité politique, les tensions intercommunautaires et à exacerber les problèmes socio-économiques.

Au moment où les groupes extrémistes violents s'implantent et cherchent à s'étendre ailleurs en Afrique, il est essentiel d'évaluer le fonctionnement, le recrutement et la mobilisation des ressources de ces groupes. L'administration d'une justice rapide, voire brutale, ainsi que la mise en place d'un gouvernement, font partie de la panoplie d'outils des groupes extrémistes. Il est essentiel de comprendre comment et quand ces stratégies sont utilisées, car elles aident à comprendre comment ces groupes sont dirigés, fournissent des services et gagnent l'appui populaire. La croissance et l'expansion des groupes

extrémistes violents au Sahel, dans le bassin du lac Tchad et en Afrique de l'Est illustrent le fait que leur résilience et leur puissance sont dues à d'autres facteurs que leurs prouesses militaires.

Questions à discuter :

1. Pourquoi le nombre de groupes extrémistes violents continue-t-il d'augmenter ?
2. Quelles sont les dynamiques de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique ?
3. Quelles sont les conditions et facteurs incitatifs pouvant motiver les citoyens ordinaires d'un pays ou d'une sous-région à soutenir des groupes extrémistes violents ?

Lectures :

"The Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment," Programme de développement des Nations Unies, 7 septembre 2017, <https://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>

Anouar Boukhars, "The Paradox of Modern Jihadi Insurgencies: The Case of the Sahel and Maghreb," Al Jazeera Centre for Studies, 15 juillet 2018, <https://carnegieendowment.org/2018/07/15/paradox-of-modern-jihadi-insurgencies-case-of-sahel-and-maghreb-pub-76875>

Ali, Abdisaid M. « Extrémisme islamiste en Afrique de l'Est », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2016. Également disponible en anglais et en portugais à l'adresse : <https://africacenter.org/publication/islamist-extremism-east-africa/>

Séance 2 : Définition et distinction des concepts

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Discuter des définitions de concepts tels que la radicalisation, l'extrémisme, l'extrémisme violent, la lutte contre le terrorisme et la prévention / la lutte contre l'extrémisme violent.
- Échanger pour arriver à une certaine clarté sur les concepts et étiquettes utilisés dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE, en anglais).

Contexte :

La propagation de l'extrémisme violent et l'évolution des groupes extrémistes violents en Afrique continuent à poser des défis aux décideurs politiques, responsables de la sécurité, organisations régionales et internationales, universitaires et praticiens pour arriver à mieux comprendre les facteurs contextuels de l'extrémisme violent et à évaluer les approches actuelles en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Malgré les progrès réalisés et le partage d'informations sur « ce qui fonctionne et ne fonctionne pas » dans la lutte contre l'extrémisme violent, plusieurs obstacles subsistent, notamment le manque persistant de définitions de termes et concepts clés tels que la radicalisation, l'extrémisme, l'extrémisme violent et le contre-terrorisme, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Par exemple, il n'existe toujours pas de définition explicite du terrorisme, du radicalisme ou de l'extrémisme violent. Certains sont des termes ayant une valeur subjective. La différence entre la lutte ou la prévention contre l'extrémisme violent n'est pas claire non plus. Les acteurs du développement ont tendance à éviter l'utilisation du terme « lutte contre l'extrémisme violent » ou « CVE », craignant que cette terminologie soit étroitement liée dans certains contextes aux programmes et approches se rapportant à la sécurité. L'ONU déclare que son Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent (PVE) comprend « non seulement des mesures de lutte contre le terrorisme permanentes et essentielles, mais également des mesures préventives systématiques qui agissent directement contre les causes de l'extrémisme violent aux niveaux local, national, communautaire et régional ». L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) préfère parler de la « Prévention et lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme (P / CVERLT) ».

La prolifération de termes n'est pas simplement un problème académique qui peut affecter notre manière de comprendre l'extrémisme violent. Le langage et les concepts utilisés par les décideurs politiques, les donateurs et les praticiens ont de graves conséquences sur la formulation des politiques visant à réduire la menace de l'extrémisme violent. Parmi les nombreux obstacles que pose l'absence d'interprétations ou de définitions communes, on peut citer la tendance à surestimer le rôle de l'idéologie et du comportement dans l'extrémisme violent au détriment de l'identification et de la résolution des facteurs sous-

jacents de l'extrémisme violent. D'autres simplifications connexes résident dans le danger d'associer des groupes spécifiques, des ethnies ou des religions à l'extrémisme violent. En analysant le phénomène de l'extrémisme violent, les dirigeants nationaux et les intervenants internationaux doivent faire preuve de prudence : le langage utilisé ne doit pas reposer sur des hypothèses infondées et, encore plus important, ne doit pas aliéner les communautés locales. Les politiques visant à lutter contre l'extrémisme violent doivent s'articuler autour de questions et de concepts qui trouvent un écho chez les communautés locales et s'accordent avec leurs priorités.

Questions à discuter :

1. Pourquoi les définitions, les étiquettes politiques et les termes relatifs au terrorisme ainsi qu'à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent importent-ils ?
2. Comment les pays africains pourraient-ils élaborer le langage approprié et les cadres analytique et conceptuel nécessaires pour expliquer, informer et formuler la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ?

Lectures:

Eric Rosand, Emily Winterbotham, Michael Jones, Franziska Praxl-Tabuchi "A Roadmap to Progress: The State of the Global P/CVE Agenda," The Prevention Project and Royal United Services Institute, Septembre 2018, http://www.organizingagainstve.org/wp-content/uploads/2018/09/GCCS_ROADMAP_FNL.pdf

Sebastien Feve and Mohammad Elshimi, "Planning for Prevention: A Framework to Develop and Evaluate National Action Plans to Prevent and Counter Violent Extremism," Global Center on Cooperative Security, juin 2018, http://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2018/07/GC_2018-June_NAP.pdf.

Roland Marchal et Zekeria Ould Ahmed Salem, « La « radicalisation » aide-t-elle à mieux penser ? », *Politique Africaine*, 2018/1 (n° 149), <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2018-1-page-5.htm>

Séance 3 : Comprendre les causes profondes et les facteurs de l'extrémisme violent au Sahel

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Identifier les caractéristiques de l'extrémisme violent au Sahel.
- Fournir les éléments contextuels des conditions qui permettent aux organisations extrémistes violentes de prospérer.
- Évaluer la nature et la dynamique des mouvements extrémistes violents au Sahel.

Contexte :

Le cas du Sahel révèle l'existence d'un paradoxe au cœur des mouvements extrémistes violents. Ces groupes n'ont gagné aucune de leurs insurrections, mais ils font preuve d'une adaptation et d'une résilience inattendue parmi tous les groupes insurgés. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Dine et al-Mourabitoun ont fait preuve d'une endurance impressionnante, défiant les prédictions qui disaient que leur déroute militaire en 2013 dans le nord du Mali leur porterait un coup fatal. En effet, depuis l'opération Serval franco-tchadienne en janvier 2013, le nombre, la taille et la létalité des groupes extrémistes violents ne cessent de croître. Pire encore, la menace terroriste ne se limite plus au nord du Mali mais s'est étendue au centre du Mali, au nord-est du Burkina Faso et à l'ouest du Niger. La formation de nouvelles coalitions de groupes insurgés puissants tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara menace d'étendre la portée géographique du terrorisme aux rivages de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Bénin, le Ghana et le Togo.

La montée continue de l'extrémisme au Sahel démontre que les groupes extrémistes violents restent des adversaires déterminés et résilients, capables de s'adapter rapidement aux revers subis pendant le combat et d'exploiter les lignes de fracture sociétales et politiques de plusieurs États fragiles du Sahel. Le défi pour les États sahéliens est de savoir comment enrayer la propagation de l'extrémisme violent dans leurs pays et leur région. La bonne nouvelle est que les gouvernements sont de plus en plus conscients de la nécessité de la nécessité de bien comprendre dans le contexte les facteurs responsables de l'extrémisme violent et de bien connaître les populations les plus exposées à la radicalisation. Les décideurs politiques, les praticiens et les experts sont également de plus en plus sensibles à la nécessité de bien comprendre la nature et la dynamique des mouvements extrémistes violents eux-mêmes, leurs activités, ainsi que leurs processus et modèles de recrutement. La nécessité d'effectuer des recherches et d'acquérir des connaissances contextuelles sur les sources de la radicalisation et de son recrutement demeure essentielle afin d'élaborer une stratégie efficace de lutte contre l'extrémisme violent. Heureusement, il existe davantage d'informations basées sur des preuves qui permettent d'aider les pays du Sahel à identifier les facteurs pertinents et les dynamiques

de conflit qui permettent aux groupes extrémistes violents de se développer.

Questions à discuter :

1. Pourquoi l'extrémisme violent persiste-t-il et continue-t-il à se propager au Sahel ?
2. Quels sont les facteurs et les motivations qui poussent les jeunes de cette sous-région à rejoindre des groupes extrémistes violents ou à collaborer avec eux ?
3. Pourquoi certaines communautés du Sahel sont-elles plus vulnérables que d'autres à l'extrémisme violent ?

Lectures :

“Si les victimes deviennent bourreaux Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l’extrémisme violent au Sahel central,” International Alert, 2018, https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_FR_2018.pdf

Mathieu Pellerin, « Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel », IFRI, février 2017, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pellerin_radicalisation_religieuse_sahel_2017.pdf

« Ce que disent 800 sahéliens : Études des perceptions des facteurs d’insécurité et d’extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel », sous la direction de Réda Benkirane. Centre pour le dialogue humanitaire / Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2016. <https://sahelradical.hypotheses.org/nine-research-reports>

Séance 4 : Evaluation des réponses nationales, régionales et internationales

Format : Présentations plénières et session modérée de questions et réponses

Objectifs :

- Examiner les multiples initiatives militaires et diplomatiques actuellement mises en œuvre contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Sahel
- Évaluer les forces et les faiblesses de ces initiatives
- Recommander des actions concrètes pour améliorer la coordination et l'efficacité de ces différentes stratégies nationales, régionales et internationales au Sahel

Contexte :

La persistance et l'expansion de l'extrémisme violent au Sahel nécessitent de repenser les réponses nationales, régionales et internationales. L'une des leçons les plus importantes de la dernière décennie de pratique antiterroriste au Sahel est que les opérations militaires ne peuvent à elles seules empêcher la propagation de l'extrémisme violent. Même lorsqu'ils réussissent à débarrasser certains secteurs de la présence de groupes extrémistes violents, les gouvernements qui ne parviennent pas à améliorer la gouvernance locale et à fournir des services sociaux se retrouvent dans l'impossibilité de maintenir leurs acquis militaires. Le cas du Mali est illustratif à cet égard. L'élan créé par la libération des villes et villages du nord du pays par les forces françaises et tchadiennes au début de 2013 s'est rapidement évaporé, la phase post-intervention n'ayant pas permis d'améliorer les piètres conditions de vie et de sécurité de la région. En l'absence de la mise en œuvre des réformes promises par le gouvernement aux niveaux politique, institutionnel et économique, les conflits et l'instabilité ont persisté sur de vastes étendues du territoire malien.

Comme ailleurs au Sahel, l'insécurité et l'extrémisme violent s'appuient pour prospérer, sur les échecs de gouvernance, y compris dans le secteur de la sécurité. En effet, force est de constater que les abus de l'État, avérés ou perçus, et la stigmatisation de communautés spécifiques entraînent directement les jeunes hommes dans l'orbite d'organisations extrémistes violentes. Le rapport du PNUD de 2017 sur la marche vers l'extrémisme en Afrique a fourni « de nouvelles preuves saisissantes de la manière dont les réponses sécuritaires peuvent être directement contre-productives lorsqu'elles sont conduites de façon insensible ». Il est donc vital que les pays affectés redoublent de détermination pour améliorer la gouvernance et le fonctionnement des institutions de sécurité. Le secteur de la sécurité dans plusieurs pays sahéliens est caractérisé par un manque de main-d'œuvre, une formation insuffisante et un manque d'équipement adéquat. Mais le renforcement des institutions de sécurité nécessite plus que la simple formation et l'équipement des forces armées et autres prestataires de sécurité. Une gestion efficace et la responsabilisation du secteur de la sécurité sont tout aussi essentielles pour assurer la sécurité et créer un environnement propice à la croissance socio-économique. En fin de compte, il est essentiel de susciter la confiance de la population dans les services de l'État pour faire échec à

l'extrémisme violent.

Compte tenu de la nature transnationale de la menace, les pays touchés doivent renforcer le partage du renseignement et la coopération militaire le long des frontières. C'est l'une des raisons pour lesquelles les initiatives de sécurité ad hoc mises en place pour lutter contre des menaces transnationales spécifiques deviennent progressivement des éléments clés de l'environnement sécuritaire au Sahel. Les partisans de tels efforts régionaux y voient un potentiel décisif dans l'instauration de modèles d'interaction et de coopération militaire entre les États touchés. Des coalitions ad-hoc telle que la Force commune du G5 pour le Sahel permettent l'adoption d'une approche par problème, qui fournit une stratégie d'engagement sur mesure limitée en termes d'objectifs et de portée géographique. Elles offrent également plusieurs avantages institutionnels et opérationnels par rapport aux mécanismes de sécurité régionaux ou continentaux qui peuvent être encombrants et mal adaptés. En effet, l'attrait de ces mécanismes de défense collective réside en partie dans leur conception souple et adaptative. Ces avantages ne signifient pas que ces coalitions des volontaires seront nécessairement efficaces. Pour ce faire, elles ont besoin de plus que d'une simple flexibilité opérationnelle et de structures institutionnelles adaptables. Le succès de la force commune du G5 Sahel dépend de sa capacité à obtenir un financement durable, à se différencier sur un marché de la sécurité encombré tout en coordonnant ses actions avec les forces militaires africaines et occidentales présentes dans la région. Par exemple, la question de la coopération, en particulier entre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et la Force commune du G5 pour le Sahel, qui fournit 35% des troupes affectées à la MINUSMA, n'est pas encore totalement réglée. Un autre défi majeur pour la force commune du G5 pour le Sahel consiste à obtenir le soutien des populations locales. Ceci s'applique également à tous les partenaires internationaux engagés dans des activités de CT/CVE au Sahel.

Questions à discuter:

1. Pourquoi, malgré les investissements substantiels des acteurs nationaux, régionaux et internationaux, l'environnement de sécurité au Sahel reste-t-il instable et précaire ?
2. Quelles leçons peut-on tirer des efforts de neutralisation de l'extrémisme violent au Sahel ?
3. Comment les stratégies de stabilisation du Sahel doivent-elles être conçues, mises en œuvre et coordonnées avec succès aux niveaux national et régional ?

Lectures:

James Rupert, "Amid Rising Sahel Violence, Burkina Faso Builds a Response," USIP, 16 mai 2019. <https://www.usip.org/publications/2019/05/amid-rising-sahel-violence-burkina-faso-builds-response>

International Crisis Group, "Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage

sécuritaire Rapport n° 258, 12 décembre 2017. <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/258-force-du-g5-sahel-trouver-sa-place-dans-l-embouteillage-s%C3%A9curitaire.pdf>

International Crisis Group, « Frontière Niger-Mali : mettre l’outil militaire au service d’une approche politique » [en ligne], Rapport Afrique, n° 261, 12 juin 2018, < [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/261-frontiere-niger-mali%20\(1\).pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/261-frontiere-niger-mali%20(1).pdf) >

Séance 5 : Comprendre les causes profondes et les moteurs de l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad

Format : présentations en plénière et séance modérée de questions-réponses

Objectifs :

- Examiner les facteurs qui permettent l'émergence et la croissance de groupes extrémistes violents dans le bassin du lac Tchad.
- Analyser les processus de recrutement et les systèmes de gouvernance que les organisations extrémistes violentes (OEV) établissent dans les territoires qu'elles contrôlent.
- Explorer pourquoi certains secteurs et communautés sont plus exposés que d'autres au radicalisme et au recrutement des groupes extrémistes violents.

Contexte :

L'extrémisme violent continue de poser des problèmes majeurs aux gouvernements du bassin du lac Tchad. Un certain nombre de facteurs ont rendu la région vulnérable à plusieurs groupes non étatiques violents. La région du lac Tchad souffre depuis longtemps de mauvaise gouvernance, de sous-développement, de marginalisation et de pressions environnementales. Ce contexte de négligence historique, de privation et d'injustices économiques, exacerbé par la corruption de l'élite, a été un terrain propice à l'émergence de groupes extrémistes qui s'érigent en adversaires d'un statu quo vénal et irrémédiable. Comme ailleurs sur le continent, confronter la menace avec une approche militaire musclée s'avère souvent contre-productif et contribue à exacerber griefs et conflits qui à leur tour encouragent le recrutement d'extrémistes violents.

Aujourd'hui, le *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad* (JAS), également connu sous le nom de Boko Haram et sa faction dissidente de l'État islamique, représentent une menace déterminée, dynamique et adaptable. Leur résilience a certes été sérieusement mise à l'épreuve par la pression militaire croissante du Nigéria et de ses alliés régionaux ainsi que par les luttes de pouvoir internes qu'ont connu ces groupes. Au cours de la dernière décennie, Boko Haram a été déchirée par des conflits de personnalité, affrontements idéologiques et différences de stratégie. Depuis la création du groupe en 2002, Boko Haram a connu deux scissions. La première a eu lieu en 2012 et a conduit à la création de la *Jama'atu Ansarul Muslimina fi Biladis Sudan*, mieux connue sous le nom d'Ansaru. La deuxième rupture est survenue en 2016 avec l'établissement de l'État islamique dans la province de l'Afrique de l'Ouest (ISWAP) qui a également connu ses propres luttes de pouvoir factionnelles. Ironiquement, l'incapacité qu'ont montré ces groupes à maintenir une cohérence organisationnelle n'a pas sérieusement affecté leurs capacités opérationnelles. Leur résilience et leur capacité à se régénérer sont amplement démontrées par leur aptitude renouvelée à mener des attaques meurtrières au Nigéria et dans les pays voisins du bassin du lac Tchad.

ISWAP, en particulier, a accru son influence. En dépit de l'utilisation qu'il fait, de mesures coercitives pour inciter à la conformité, le groupe a stratégiquement évité les tactiques de recrutement violentes ou les attaques aveugles dirigées contre les civils. Contrairement à Boko Haram, qui continue de cibler les populations locales dont il juge le soutien envers le groupe insuffisant, ISWAP donne la priorité à l'amélioration des relations avec les civils musulmans, en concentrant ses attaques sur les forces de sécurité et les structures militaires. Depuis 2018, le groupe a envahi des dizaines de bases militaires au Nigeria et tué de nombreux soldats. ISWAP s'est également distingué par ses opérations de gouvernance qui donnent la priorité à la fourniture de services tels que semences et engrais aux populations locales, ainsi qu'au forage de puits, la fourniture de pâturages aux bergers et la gestion d'abattoirs pour le bétail dans le bassin du lac Tchad, une vaste région longtemps marginalisée par les autorités de l'État. Plusieurs études ont également montré comment les combattants de l'ISWAP établissent leur légitimité dans les endroits qu'ils contrôlent en s'érigeant en garants de la sécurité et défenseurs de la population contre les abus présumés des agents de douane, forces de l'ordre ou chefs locaux. En d'autres termes, ils achètent la sympathie et l'obéissance des populations locales en exploitant les griefs locaux et en répondant aux besoins immédiats des populations. Cette focalisation sur la protection et la fourniture de services, ainsi que le désir d'établir un contrat social avec les populations locales, est ce qui rend ISWA et d'autres organisations militantes très dangereuses et difficiles à combattre. En effet, un des enseignements tirés des dernières années est que les groupes extrémistes violents prospèrent dans des zones où les gouvernements sont incapables de combler les lacunes existantes en matière de gouvernance.

Questions à discuter:

1. Comment et pourquoi l'État islamique de la province de l'Afrique de l'Ouest (ISWAP), un groupe dissident de Boko Haram, regagne-t-il du terrain dans le bassin du lac Tchad ?
2. Comment les organisations extrémistes violentes du bassin du lac Tchad tentent-elles d'acquérir une légitimité auprès des populations locales qu'elles essaient de rallier à leur cause ?
3. Quels sont les facteurs qui poussent les individus et les groupes à adhérer à des organisations extrémistes violentes ?

Lectures :

"Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province," Crisisgroup, 16 mai 2019. <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/273-facing-the-challenge.pdf>

Omar S Mahmood and Ndubuisi Christian Ani, "Factional Dynamics within Boko Haram," Rapport ISS, juillet 2018.
<https://issafrika.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018-07-06-research-report-2.pdf>

Séance 6 : Evaluation des réponses nationales, régionales et internationales

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Examiner les stratégies actuelles utilisées par les États du lac Tchad pour neutraliser les OEV.
- Évaluer les forces et les faiblesses de ces approches.
- Examiner ce qui pourrait être fait pour améliorer leur efficacité.

Contexte :

Des groupes extrémistes violents continuent de poser un défi aux États du lac Tchad. Les gouvernements ont tenté de relever ce redoutable enjeu en imposant des états d'urgence, en soutenant des réseaux d'autodéfense et en lançant des projets économiques. Le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad ont imposé de sévères restrictions et parfois une interdiction totale du commerce local de certains produits, tels que le poisson et le piment rouge, afin d'endiguer les flux financiers à destination de Boko Haram et de son groupe dissident, l'ISWAP. Les armées et services de sécurité des différents pays ont également fermé certains itinéraires afin de couper les lignes d'approvisionnement de ces groupes, en armes, carburant, véhicules et motocyclettes. Malheureusement, ces mesures de sécurité ont eu la conséquence inattendue d'étrangler des sources essentielles de revenus pour les habitants. Cela a indisposé les communautés locales, poussant certains individus à essayer de contourner les interdictions du gouvernement, parfois avec l'aide des mêmes groupes extrémistes violents que ces interdictions étaient destinées à étouffer.

Le défi pour les gouvernements consiste donc en la manière de déstabiliser les sources de revenu et la résilience économique de OEV sans mettre en péril les moyens de subsistance de la population civile. Les efforts des gouvernements visant à fournir une assistance humanitaire aux communautés locales, assurer la sécurité publique, en particulier dans les zones rurales, et lancer des projets économiques, sont des mesures importantes qui doivent être intensifiées pour gagner la confiance du public. Il est tout aussi important que les gouvernements fassent davantage pour renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité. La décision prise par le président nigérian Buhari en 2017, de nommer un comité chargé d'enquêter sur les allégations d'abus commis par les services de sécurité, constitue un pas en avant important. À présent, le gouvernement nigérian doit mettre en œuvre les recommandations formulées par le groupe en décembre 2017.

Au niveau régional, la nature transnationale de la menace posée par Boko Haram et ses factions dissidentes a poussé les pays du bassin du lac Tchad à renforcer leur collaboration. En avril 2012, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, ainsi que le Bénin, ont élargi le mandat de la Force multinationale mixte initialement établie en 1994 par la Commission du bassin du lac Tchad. En 2014, ils l'ont renommée Force multinationale mixte de lutte contre

Boko Haram (FMM). Le mandat de la force a consisté à atténuer l'avantage asymétrique des groupes terroristes, à les déloger de leurs fiefs et à faciliter le rétablissement de l'autorité de l'État. Certains des objectifs de la mission ont été atteints, mais il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la capacité de la force à reprendre le territoire des mains des groupes terroristes, mais aussi à stabiliser ces zones et à fournir des services urgents aux populations touchées.

Il reste d'autres défis de taille à relever, notamment la situation du nombre important de personnes incarcérées au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria, soupçonnées d'être associées à Boko Haram et à ISWAP. À cet égard, les travaux de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) visant à élaborer un cadre stratégique régional cohérent pour la réhabilitation et l'intégration sont essentiels. La CBLT a besoin du soutien des institutions nationales, de l'Union africaine et des Nations Unies pour pouvoir diriger et coordonner efficacement cet effort de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Jusqu'ici, le cas le plus important de réhabilitation et de réinsertion d'ex-combattants dans la société, est l'opération Safe Corridor, un programme intergouvernemental nigérian associant formation professionnelle, thérapie psychosociale et rééducation religieuse. Ce programme est cependant encore trop limité et semble axé sur l'idéologie. La CBLT et les donateurs internationaux peuvent aider le Nigéria et les autres gouvernements régionaux à développer et à harmoniser leurs procédures juridiques et politiques afin de mieux contrôler, poursuivre, réhabiliter et réintégrer les transfuges.

Questions à discuter :

1. Comment les Etats du lac Tchad peuvent-ils améliorer leurs interventions pour diminuer l'attrait des OEV ?
2. Comment les pays africains affectés et la communauté internationale peuvent-ils améliorer la réponse régionale et multilatérale à l'extrémisme violent ?
3. Y a-t-il des bonnes pratiques et approches innovantes issues de votre propre expérience qui pourraient servir à améliorer le ciblage des programmes CVE dans le bassin du lac Tchad ?

Lectures :

Omar S Mahmood and Ndubuisi Christian Ani, "Responses to Boko Haram in the Lake Chad Region: Policies, Cooperation and Livelihoods," ISSAfrica
<https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018-07-06-research-report-1.pdf>

Saskia Brechenmacher, "Stabilizing Northeast Nigeria after Boko Haram," Carnegie, mai 2019, https://carnegieendowment.org/files/Brechenmacher_Nigeria_final.pdf

Fonteh Akum, "The reintegration enigma Interventions for Boko Haram deserters in the Lake Chad Basin," <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/car13.pdf>

Séance 7 : Comprendre les causes profondes et les moteurs de l'extrémisme violent en Somalie et en Afrique de l'Est

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Examiner les facteurs à la base de la résistance continue et de l'expansion d'Al-Shabaab au-delà de la Somalie.
- Analyser les relations entre militants locaux et Al-Shabaab.
- Évaluer les facteurs et les dynamiques qui influent sur la vulnérabilité des individus et des groupes à l'extrémisme violent en Afrique de l'Est.

Contexte :

La menace terroriste en Afrique de l'Est est plus forte que jamais. Al-Shabaab, la filiale d'Al-Qaida en Afrique de l'Est, demeure mortelle en Somalie et une menace dangereuse à l'extérieur. Jusqu'il y a peu, il était coutume de penser au sein des autorités somaliennes et de la communauté internationale, qu'Al-Shabaab était en déclin après avoir subi d'importantes pertes de territoire et d'influence en Somalie. Aujourd'hui, même si un optimisme prudent est toujours de rigueur, les experts admettent que le groupe connaît un nouvel essor et que les perspectives de sa défaite paraissent lointaines. Al Shabaab a démontré sa capacité à reconquérir le territoire perdu, à renforcer son recrutement et à générer des recettes provenant de la taxation et de l'extorsion de fonds pour financer sa guerre asymétrique meurtrière contre la mission de l'Union africaine (AMISOM) forte de 22 000 membres, et les forces somaliennes. En effet, le groupe demeure plus déterminé que jamais à s'emparer du pouvoir et à imposer sa propre version du régime islamique en Somalie.

Fait troublant, Al-Shabaab a étendu ses zones d'opérations au-delà de la Somalie et des pays qui ont déployé des forces pour le combattre, renforçant ses alliances et ses relations avec des militants en Tanzanie et récemment au Mozambique. La Tanzanie a initialement servi à la fois de sanctuaire pour les membres de la filiale kényane d'Al-Shabaab, Al-Hijra, et de relais de recrutement de jeunes qui s'estiment lésés, pour combattre en Somalie. Ces dernières années, et particulièrement depuis 2015, la Tanzanie a connu une recrudescence d'attaques contre les lieux de culte et les postes de police. Que ce soit Al-Shabaab qui soit responsable des agressions, comme l'affirment les autorités, ou des militants locaux, l'extrémisme violent est en hausse en Tanzanie et, depuis octobre 2017, au Mozambique également. Il n'existe aucun consensus sur les liens exacts qui unissent les militants locaux à Al-Shabaab, et il n'y a pas non plus beaucoup de clarté sur la manière dont ces groupes opèrent, collectent des fonds et recrutent. À cet égard, il est essentiel que les décideurs et les experts s'efforcent de combler les lacunes relatives à leur compréhension de la façon dont les groupes extrémistes violents continuent d'étendre leur influence dans des régions telles que le sud de la Tanzanie et le nord du Mozambique. Le contexte est important pour

comprendre la nature et la dynamique des mouvements extrémistes violents ainsi que les conditions qui permettent à ces groupes de prospérer.

Questions à discuter:

1. Qu'est-ce qui explique la résilience d'Al-Shabaab ?
2. Comment les militants gouvernent-ils les territoires qu'ils contrôlent en Somalie ?
3. Quels sont les mécanismes de fonctionnement et les schémas de recrutement des OEV en Afrique de l'Est ?

Lectures :

“Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa,” Crisis Group, september 2018. <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/265-al-shabaab-five-years-after-westgate.pdf>

Gregory Pirio, Robert Pittelli, and Yussuf Adam, "The Many Drivers Enabling Violent Extremism in Northern Mozambique," CESA, 20 may 2019. <https://africacenter.org/spotlight/the-many-drivers-enabling-violent-extremism-in-northern-mozambique/>

Matthew Freear, “How East Africa’s Terrorists Build Their Brand Strength,” RUSI Newsbrief, mars 2019, Vol. 39, No. 2. https://rusi.org/sites/default/files/20190315_newsbrief_vol39_no2_freear_web.pdf

Séance 8 : Evaluation des réponses nationales, régionales et internationales

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Examiner les actions, les campagnes et les stratégies actuellement mises en œuvre contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique de l'Est.
- Évaluer les forces et les faiblesses de ces approches.
- Recommander des actions concrètes que les pays d'Afrique de l'Est pourraient prendre pour améliorer leurs stratégies actuelles.

Contexte :

Al-Shabaab s'est avéré très résistant. Pour faire face à des réseaux aussi agiles, les gouvernements de l'Afrique de l'Est ont dû apprendre et s'adapter. L'expérience du Kenya est révélatrice à cet égard. En montrant leur capacité à tirer les leçons des échecs du passé, les autorités ont reconnu la nécessité d'un changement et introduit des corrections à mi-parcours dans leur approche de la lutte contre le terrorisme. Après l'attaque terroriste meurtrière de 2013 contre le centre commercial Westgate à Nairobi, les services de sécurité ont procédé à une répression généralisée des réseaux militants. Ce faisant, cependant, les autorités ont selon les termes de l'International Crisis Group ratissé trop large et de ce fait, « alimenté la colère des musulmans et accéléré le recrutement de militants ». En 2015, les responsables kényans ont judicieusement fait marche arrière en utilisant une approche de sécurité plus intelligente et plus ciblée associant les communautés locales à la lutte contre le militantisme. Par exemple, la délégation de pouvoirs et de responsabilités aux localités et le fait de placer des résidents locaux dans des postes de sécurité de grande importance et de haute visibilité, ont contribué à améliorer la collecte de renseignements. La promesse de donner de plus grandes responsabilités à des communautés historiquement marginalisées au Kenya prive les extrémistes violents de l'une de leurs meilleures armes de propagande. C'est en effet l'une des principales leçons que peuvent en tirer l'ensemble des pays d'Afrique de l'Est menacés par l'extrémisme violent. Les politiques les plus efficaces sont celles qui responsabilisent les personnalités officielles locales, encouragent la participation des communautés locales et répondent sérieusement aux griefs.

Étant donné que l'extrémisme violent demeure un problème régional, il est logique que les acteurs régionaux impliqués et les partenaires internationaux intensifient également leurs efforts pour stabiliser la Somalie, le centre névralgique d'Al-Shabaab. Avec le retrait prévu des soldats de la paix de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en 2021, on s'inquiète de plus en plus du fait que la Somalie ne dispose toujours pas de la capacité nécessaire pour maintenir des progrès si durement obtenus. Jusqu'à présent, les forces armées nationales somaliennes (SNA), la police somalienne (SPF) et l'Agence nationale du renseignement et de la sécurité (NISA) ont eu du mal à conserver le territoire libéré par l'AMISOM. À moins que les donateurs internationaux et les parties prenantes concernées

n'appliquent une approche plus cohérente et coordonnée de la réforme du secteur de la sécurité, les chances de réussir le transfert des responsabilités en matière de sécurité apparaissent plutôt sombres. La nécessité de repenser la stabilisation en Somalie exige également l'adoption d'une approche « globale de la société » qui s'attaque sérieusement aux facteurs complexes et inextricables de la violence politique. Il est presque impossible de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent en Somalie sans s'attaquer aux conflits politiques et intercommunautaires qui ont entravé les efforts internationaux de stabilisation.

Questions à discuter:

1. Pourquoi, malgré l'engagement militaire régional et international, Al-Shabaab demeure-t-il une menace redoutable en Afrique de l'Est ?
2. Quelles leçons peut-on tirer de la lutte contre l'insurrection Al-Shabaab ?
3. Que doivent faire les pays de l'Afrique de l'Est et leurs partenaires internationaux pour améliorer leurs campagnes et leurs stratégies visant à lutter contre la menace du terrorisme ?

Lectures :

James Khalil, Rory Brown, Chris Chant, Peter Olowo and Nick Wood, "Deradicalisation and Disengagement in Somalia: Evidence from a Rehabilitation Programme for Former Members of Al-Shabaab."

https://rusi.org/sites/default/files/20190104_whr_4-18_deradicalisation_and_disengagement_in_somalia_web.pdf

Lauren Van Metre, "Community Resilience to Violent Extremism in Kenya". Vendredi, 07 octobre 2016.

<https://www.usip.org/sites/default/files/PW122-Community-Resilience-to-Violent-Extremism-in-Kenya.pdf>

Jason Hartwig, "How to End the Civil War in Somalia: Negotiate with al-Shabaab," War on the Rocks, 13 mai 2019.

<https://warontherocks.com/2019/05/how-to-end-the-civil-war-in-somalia-negotiate-with-al-shabaab>

Neil Melvin, "The Foreign Military Presence in the Horn of Africa region," SIPRI, avril 2019. <https://sipri.org/sites/default/files/2019-04/sipribp1904.pdf>

Séance 9 : Perspectives sur les stratégies régionales

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Passer en revue les efforts continentaux et sous-régionaux visant à prévenir et combattre l'extrémisme violent.
- Évaluer les forces et faiblesses de leurs interventions.
- Examiner les améliorations à apporter pour rendre l'action collective plus efficace.

Contexte :

La nature transnationale du terrorisme en Afrique nécessite une réponse unifiée et coordonnée. C'est là que l'Union africaine (UA) et les communautés économiques régionales (CER) entrent en jeu. En effet, aussi bien l'organe continental que ses groupements régionaux ont œuvré à l'élaboration de cadres et de stratégies de lutte contre l'extrémisme violent. L'UA, en particulier, a reconnu dès 1999 l'importance de l'élaboration de plans d'action continentaux détaillés contre le terrorisme dans le cadre de la Convention d'Alger sur la prévention et la lutte contre le terrorisme. Le Protocole de 2004 à cette convention, entré en vigueur en 2014, codifiait en outre des normes, règles et mesures juridiques communes en matière de lutte contre le terrorisme. Il est juste de reconnaître, selon les termes de l'Institut d'études de sécurité, les « progrès impressionnants » que l'UA a accomplis dans l'élaboration d'une « stratégie relativement globale de lutte contre le terrorisme à l'échelle continentale ».

Le défi pour l'UA a consisté dans la manière de traduire son cadre de lutte contre le terrorisme en action et influence efficaces. Jusqu'à présent, l'organisation n'a eu que peu d'effet perceptible sur la maîtrise de la menace croissante du terrorisme. L'UA a eu du mal à aligner les politiques et pratiques aux niveaux national et régional. On a également noté des complications en termes d'harmonisation et de coopération avec les CER. L'architecture de sécurité africaine envisage de confier des responsabilités à différentes organisations sous-régionales, mais de telles divisions du travail et des responsabilités n'ont pas fonctionné comme espéré. Le principe de « subsidiarité » reste mal défini en termes de processus décisionnels et de mise en œuvre. Des divergences entre les normes et les capacités des États et des régions constituent des facteurs de complication supplémentaires. Par exemple, le processus de mise en œuvre de la politique de l'UA est entravé par la réticence des États à adopter les éléments sensibles mais critiques du cadre de la lutte antiterroriste de l'UA, à savoir ceux qui traitent de l'obligation des États membres en matière de droits de l'homme dans la lutte antiterroriste. Le Kenya, le Nigéria, l'Ouganda et d'autres États touchés par le terrorisme n'ont pas encore ratifié le Protocole de 2004 à la Convention de 1999 de l'UA sur la prévention du terrorisme. Un nombre appréciable d'états n'ont pas non plus adopté le cadre juridique de l'UA contre le terrorisme.

Les CER ont également eu du mal à gagner du terrain dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme violent. La CEDEAO a élaboré une stratégie et un plan d'action régionaux robustes en matière de lutte contre le terrorisme avec des instruments de mise en œuvre tels que l'unité de coordination de la lutte contre le terrorisme de la CEDEAO, un mandat d'arrêt, une liste noire de réseaux terroristes et criminels et un Manuel de formation à la lutte antiterroriste. Cette stratégie et ses diverses dispositions, si elles sont opérationnalisées et mises en œuvre aux niveaux national et régional, ont le potentiel de renforcer la coopération transfrontalière. Toutefois, le défi constant qui s'est présenté aux États membres a été de trouver la volonté politique nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie à tous les niveaux, y compris les actions appelant à la promotion de programmes et d'institutions étatiques justes, responsables et inclusifs.

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a également été à l'avant-garde d'un plan d'action CVE régional. Son Centre d'excellence pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (ICEPCVE) constitue une ressource importante de recherche et de renforcement des capacités pour toutes les parties prenantes intéressées par la lutte contre l'extrémisme violent. Mais, à l'instar de l'UA et de la CEDEAO, l'IGAD est confrontée à plusieurs défis majeurs dans ses efforts visant à aider les États membres à développer et à mettre en œuvre des plans d'action CVE nationaux. L'élaboration de plans d'action régionaux et nationaux réussis exige que ces plans soient complets, inclusifs et multisectoriels. À cet égard, une volonté politique forte est essentielle à la mise en œuvre.

Questions à discuter:

1. Identifier et évaluer les leçons tirées de « ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas » dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.
2. Comment la prolifération d'initiatives de sécurité ad hoc mises en place pour lutter contre l'extrémisme violent peut-elle être correctement coordonnée au sein des régions et au niveau de l'Union africaine ?
3. Comment l'UA et les CER peuvent-elles rendre leurs mécanismes de réponse aussi agiles et adaptables que les organisations extrémistes violentes qu'elles tentent de contrecarrer ?

Lectures:

Jide Okeke, "Repositioning the AU's role in counter-terrorism operations," ISS Afrique, February 2019 <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/pb-123.pdf>

Rapport du PSC, "ECOWAS struggles to address violent extremism," 13 juin 2019. https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/ecowas-struggles-to-address-violent-extremism?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=PSC_Report&utm_medium=email

Mahboub Maalim et Simon Nyambura, "IGAD confronting violent extremism in East and Horn of Africa," The East African, 14 février 2018.

<https://www.theeastafrican.co.ke/oped/comment/Igad-confronting-violent-extremism-in-East-and-Horn-of-Africa--/434750-4304626-7edllnz/index.html>

Séance 10 : Regard sur l'avenir : impacts des tendances futures

Format : *Présentations plénières et session modérée de questions et réponses*

Objectifs :

- Identifier les tendances probables du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique.
- Identifier les conditions et les facteurs affectant les tendances futures.
- Recommander des actions concrètes que les pays africains et leurs partenaires internationaux pourraient prendre pour atténuer les conditions de l'extrémisme violent.

Contexte :

La menace que présente l'extrémisme violent en Afrique évolue vers des formes complexes qui nécessitent une approche plus cohérente et globale pour la contrecarrer. Le continent est confronté à un certain nombre de pressions structurelles telles que mauvaise gouvernance, inégalités horizontales, explosion démographique de la jeunesse, croissance urbaine incontrôlée et changement climatique. L'évolution de ces défis déterminera probablement la trajectoire future de l'extrémisme violent sur le continent. Les signes avant-coureurs sont déjà apparents dans certaines régions d'Afrique. Dans le Sahel, où 33 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire et où la croissance démographique ne montre aucun signe de ralentissement, les changements climatiques ont aggravé les vulnérabilités existantes de la région. Il est donc primordial que les pays africains et leurs partenaires internationaux reconnaissent et anticipent les impacts des tendances de conflits actuelles et futures à travers le continent.

La bonne nouvelle est que de plus en plus de décideurs et de praticiens prennent conscience de l'importance de la recherche factuelle et de la nécessité d'adopter une approche participative et multisectorielle pour s'attaquer sérieusement aux conditions propices à l'extrémisme violent. La volonté d'un nombre croissant d'États africains d'œuvrer à l'alignement de leurs plans nationaux sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (PDD) est encourageante. Cette feuille de route mondiale représente un consensus sur le fait que les pays et zones de conflit ne peuvent pas atteindre la sécurité sans institutions efficaces et inclusives, un développement centré sur l'être humain et la durabilité environnementale. En fait, la plupart des 17 objectifs de développement durable ODD, y compris la réduction des inégalités (objectif 10), les villes et les collectivités durables (objectif 11), la paix, la justice et des institutions solides (objectif 16) sont essentiels pour lutter contre l'extrémisme violent. Les cas du Sahel, du bassin du lac Tchad et de l'Afrique de l'Est montrent comment des extrémistes violents exploitent des États fragiles et touchés par un conflit pour recruter et élargir leurs bases.

Il est essentiel de renforcer les possibilités de collaboration entre les décideurs, les acteurs

du développement et la société civile locale pour formuler et mettre en œuvre des stratégies contextuelles qui privent les acteurs extrémistes violents de l'oxygène dont ils ont besoin pour prospérer. La réalisation de cette approche intégrée exige toutefois une volonté politique forte de la part des gouvernements. Cela nécessite également un partenariat amélioré et une plus grande cohérence entre les gouvernements africains, les entreprises, la société civile et toutes les autres parties prenantes internationales concernées. Jusqu'à présent, la coordination entre les donateurs a pris du retard. Les gouvernements nationaux impliquent à peine les autorités locales et les communautés ou la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques CVE. Cela nuit naturellement à l'efficacité des plans d'action CVE nationaux et à leur implémentation. Il existe de nombreuses recherches à ce jour qui montrent que les interventions CVE caractérisées par un manque de compréhension du contexte local et de synchronisation entre donateurs, partenaires gouvernementaux locaux et société civile échouent dans leur mise en œuvre.

Questions à discuter :

1. Quel impact l'environnement politique, économique et sécuritaire en évolution de l'Afrique aurait-il sur les tendances CT/CVE ?
2. Dans quelle mesure des initiatives mondiales telles que les objectifs de développement durable (ODD) auraient-elles un impact sur les futures tendances CT/ CVE ?
3. Identifier les opportunités et les approches de collaboration intersectorielle et multidisciplinaire en matière de P/CVE.

Lectures :

Eelco Kessels and Christina Nemr, "Countering Violent Extremism and Development Assistance Identifying Synergies, Obstacles, and Opportunities," Global Center on Cooperative Security, février 2016. <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2016/01/Feb-2016-CVE-and-Development-policy-brief.pdf>

"Assessing Progress Made, and the Future of Development Approaches to Preventing Violent Extremism," PNUD, 2018.

<https://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/OGC/UNDP%20Oslo%20Assessing%20Progress%20Made%20report%20WEB.PDF>

Étude de cas no. 1 : Le G5 Sahel

Contexte :

Les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) sont confrontés à de multiples défis *complexes*, dont la menace grandissante de l'extrémisme violent, les lacunes de gouvernance, le changement climatique et la croissance démographique. L'interconnexion de ces défis a rendu obligatoire la coordination des efforts entre ces pays pour faciliter le développement régional et lutter contre l'insécurité transfrontalière. Le G5 Sahel, une organisation intergouvernementale établie en 2014 à Nouakchott, a été conçu dans ce but. Jusqu'à présent, toutefois, la réponse apportée par les pays participants a été limitée à la sécurité.

En 2017, le G5 Sahel a créé la force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S). Ce concept d'opérations militaires conjointes n'est pas nouveau au Sahel. En effet, cette collaboration cherchait à faire revivre l'expérience malienne et mauritanienne de 2011. Dans l'opération Benkan (Unité), les forces des deux pays avaient coopéré dans le but de déloger les militants d'Al-Qaida au Maghreb islamique de leur base située dans la forêt de Wagadou sur le côté malien de la frontière. En 2013, les armées nigériennes, maliennes et françaises ont effectué l'opération Roussette sur la frontière entre le Mali et le Niger. Après l'opération Roussette, une poignée d'opérations militaires transfrontalières ont été menées au début de 2014 par des centaines de soldats des cinq armées concernées. Chaque armée se livrait à des opérations de son côté de la frontière, mais pouvait exercer un droit de poursuite et bénéficiait du soutien des troupes françaises en termes de planification, logistique, renseignement, couverture aérienne et évacuations médicales.

Après un an d'actions militaires coordonnées de la coalition, qui dans la pratique se sont révélés prometteuses, la nécessité pour les États affectés d'institutionnaliser leurs consultations, planifications et opérations est devenue encore plus pressante. Le 4 novembre 2015, les chefs d'État du G5 Sahel ont signé le Partenariat de coopération militaire transfrontalière, qui régleme les actions opérationnelles militaires transfrontalières du G5 Sahel. Le 20 novembre de la même année, lors d'une réunion au Tchad, les chefs d'État ont annoncé leur intention de créer leur propre force conjointe.

Après des mois de discussion sur la structure de la force militaire conjointe et de ses opérations éventuelles, les chefs d'État ont opté pour une approche modeste avec des buts limités lors d'un sommet qui s'est tenu à Bamako, au Mali, en février 2017. La force conjointe du G5 Sahel n'avait pas pour but d'effectuer des opérations de police dans la région du G5 Sahel, tout du moins au début. Sa principale tâche était limitée à la sécurisation des frontières du secteur est du Sahel (Niger et Tchad), du secteur central (Mali, Burkina Faso et Niger) et du secteur ouest (Mauritanie et Mali). La première opération militaire, l'opération Hawbi, de la force conjointe du G5 Sahel a eu lieu en novembre 2017 dans la zone frontalière du Mali, Niger et Burkina Faso. La deuxième opération, l'opération Pagnali,

a eu lieu en janvier 2018 dans la zone frontalière entre le Mali et le Burkina Faso.

Questions d'orientation :

1. Examiner les caractéristiques du G5 Sahel et de sa force armée, la FC-G5S.
2. Évaluer les forces et les lacunes de l'initiative G5 et le projet plus restreint de la FC-G5S.
3. Envisager les améliorations à apporter pour accroître la viabilité du G5 Sahel et de sa force armée ?

Lectures :

Le G5 Sahel : <https://www.g5sahel.org/>

CESA, « La force conjointe du G5 Sahel prend de l'envergure », 27 février 2018.

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-force-conjointe-du-g5-sahel-prend-de-lenvergure/>

International Crisis Group, « Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire », 12 décembre 2017.

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/258-force-du-g5-sahel-trouver-sa-place-dans-l-embouteillage-s%C3%A9curitaire.pdf>

Anouar Boukhars, « A Different Type of Alliance », Carnegie Diwan, 9 avril 2019.

<https://carnegie-mec.org/diwan/78811>

Étude de cas no. 2 : La Force multinationale mixte

Contexte :

Les systèmes de sécurité collective comme la Force multinationale mixte (FMM) contre Boko Haram créés pour lutter contre les menaces transnationales spécifiques deviennent progressivement des aspects importants du paysage de sécurité africain. Les sceptiques de ces coalitions de sécurité ponctuelles considèrent qu'elles sapent les positions et le rôle de l'Union africaine (UA) et des Communautés économiques régionales (CER). En revanche, les partisans de ces forces ponctuelles soulignent leur utilité pour combler les lacunes qui existent dans le cadre de déploiement des forces de l'Union africaine. En attendant que les États membres de l'Union africaine fassent preuve de volonté politique pour rendre possible le déploiement de la Force africaine en attente (FAA), des coalitions ponctuelles telles que la FMM peuvent être des outils efficaces pour répondre aux problèmes de sécurité.

La FMM procède du désir réel de réagir collectivement à une menace présente claire. Après des années de rivalités régionales, de querelles incessantes et de méfiance entre les chefs d'État, la crainte de voir le terrorisme se propager en dehors de son sanctuaire du Nigeria du nord a fini par pousser les pays du bassin du lac Tchad à coopérer en vue d'une intervention militaire conjointe. En avril 2012, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Bénin ont élargi le mandat de la Force spéciale mixte multinationale pour la sécurité que la Commission du bassin du lac Tchad avait créée en 1994. En 2014, la Commission l'a rebaptisé Force multinationale mixte (FMM) de lutte contre Boko Haram. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS UA) a mandaté la FMM, dont le quartier-général se trouve à N'Djamena, au Tchad. La force comprend 10 000 militaires environ et est organisée en quatre secteurs nationaux : Mora au Cameroun, Baga Sola au Tchad, Baga au Nigeria et Diffa au Niger.

Les opérations militaires menées par la FMM avaient pour but de réduire l'avantage asymétrique des groupes terroristes, de les déloger de leurs sanctuaires et de faciliter la restauration de l'État. Certains des objectifs de la mission ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer les capacités de la force afin de lui permettre non seulement de récupérer le territoire perdu au profit des groupes terroristes mais aussi de stabiliser ces zones et de fournir des services urgents aux populations affectées.

Questions d'orientation :

1. Examiner les caractéristiques de la FMM et les défis auxquels la force d'intervention conjointe est confrontée ?
2. Évaluer les progrès et les problèmes rencontrés pour rendre la FMM pleinement opérationnelle
3. Formuler des recommandations sur la manière dont les pays contributeurs de troupes et leur partenaires internationaux peuvent amplifier la viabilité de la FMM et renforcer ses capacités pour lui permettre de récupérer et stabiliser les territoires saisis par Boko Haram et son groupe dissident, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).

Lectures :

Wendyam A Sawadogo, « Can the joint task force against Boko Haram stay the course ? » (en anglais), Institut d'études de sécurité, 13 janvier 2017. <https://issafrica.org/iss-today/can-the-joint-task-force-against-boko-haram-stay-the-course>

William Assanvo, Jeannine Ella A Abatan et Wendyam Aristide Sawadogo, « La Force multinationale de lutte contre Boko Haram : quel bilan ? », Institut d'études de sécurité, septembre 2016. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war19-fr.pdf>

Étude de cas no. 3 : Al-Shabaab et Cabo Delgado

Contexte :

Même si les attaques terroristes et les groupes extrémistes violents sont concentrés dans une poignée de points chauds, ces épicycles du terrorisme ont indirectement affecté les pays voisins, notamment des pays situés à la périphérie du terrorisme international. En d'autres termes, il s'agit de pays se trouvant à une certaine distance des crises mais qui ne sont pas à l'abri de leurs impacts. Au niveau continental, l'Afrique australe et l'Afrique du Sud-Est sont présumées, par exemple, moins directement impliquées dans les problèmes de terrorisme international et d'extrémisme violent que l'Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est. Mais comme le cas du Mozambique le prouve, il est impératif que les pays et les sous-régions que l'on a longtemps cru être à la périphérie du terrorisme international comprennent la situation de la sécurité dans leur zone, calculent les menaces potentielles et adaptent leurs réponses au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Depuis les attaques d'octobre 2017 sur les commissariats de police de Mocímboa de Praia, un mouvement islamiste armé a lancé plusieurs attaques mortelles sur Cabo Delgado qui ont tué une centaine de personnes et déplacé des milliers d'autres. On sait peu de choses sur le groupe que les habitants de la région appellent aussi bien « Al-Shabaab », « Ansar al-Sannah » que « Swahili Sunnah ». Il n'existe pas de consensus sur les liens précis, le cas échéant, qui unissent les militants locaux à la Somalie, à la République démocratique du Congo, à l'Ouganda et à la Tanzanie. Il n'est pas non plus très clair comment ces groupes opèrent, recueillent des fonds et trouvent des recrues. Il est très clair, en revanche, que l'insurrection a exploité les doléances qui couvent depuis longtemps pour prendre de l'ampleur. La province riche en gaz de Cabo Delgado est la région la plus pauvre du Mozambique. Un pourcentage appréciable des 58 % des musulmans de la province sont au chômage et estiment qu'ils ont été délibérément marginalisés pendant des décennies par les politiques de l'État. Pire encore, les communautés locales se sentent encore plus lésées parce que les découvertes récentes de pétrole et de gaz dans la région n'ont pas apporté les avantages économiques qu'ils avaient espérés.

La réponse du gouvernement est passée par différents stades. Au début, le gouvernement a minimisé la menace et l'a considérée comme l'œuvre d'une poignée de criminels, puis il s'est mis à tenir des propos alarmistes avertissant contre les dangers d'une insurrection islamiste rampante à Cabo Delgado. Le président Nyusi s'est exprimé à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2018 avertissant les participants que les insurgés de Cabo Delgado « commettaient des crimes de nature mondiale » et que leur menace « tendait à se propager très rapidement aux pays voisins ». Pour prévenir une telle éventualité, le gouvernement a renforcé sa coopération avec l'Ouganda, la République démocratique du Congo et en particulier la Tanzanie voisine où il existe des raisons suffisantes de penser que les insurgés mozambicains ont des contacts. Le gouvernement a également déployé des

troupes dans le nord du pays riche en gaz, a adopté une législation antiterroriste, a arrêté des centaines de suspects et a fermé et détruit plusieurs mosquées. Toutefois, les mesures de sécurité du gouvernement ont suscité l'inquiétude chez les associations de défense des droits de l'homme qui craignent que ces interventions axées sur la sécurité puissent aliéner encore plus la population musulmane, principalement concentrée dans le nord du pays. Force est néanmoins de constater que les interventions de sécurité excessives menées dans l'indifférence et l'aveuglement s'avèrent souvent contre-productives et finissent par produire un contrecoup brutal.

Questions d'orientation :

1. Évaluer si l'insurrection au Mozambique est révélatrice d'une nouvelle tendance concernant la propagation de l'extrémisme violent dans les États africains supposés être à la périphérie du terrorisme.
2. Considérer les implications du terrorisme international et de l'extrémisme violent dans les États situés à la périphérie du terrorisme.
3. Envisager ce que les États situés à la périphérie du terrorisme peuvent faire pour adopter des réponses appropriées à l'extrémisme violent.

Lectures :

Gregory Pirio, Robert Pittelli et Yussuf Adam, « Les nombreux facteurs qui favorisent l'extrémisme violent dans le nord du Mozambique », CESA, 20 mai 2019.

<https://africacenter.org/fr/spotlight/nombreux-facteurs-qui-favorisent-extremisme-violent-nord-mozambique/>

Giovanni Faleg, « Conflict Prevention in Mozambique: Can there be peace after the storm ? », EU Institute for Security Studies, 10 avril 2019. En Anglais:

https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief%20%20Mozambique_0.pdf